



# CE Fonctions Support

Réunion du 21 février 2013

*Partager ce que nous en avons compris.*

## Supply Chain - Expertise sur dossier avenir du site de Rungis, le rapport reporté fait débat

Le travail d'expertise est hélas insuffisamment abouti pour faire l'objet d'une présentation, en partie du fait d'informations non communiquées par la direction qui pourtant affirme sa volonté de transparence et son attitude réactive vis-à-vis du cabinet mandaté par le CE, qui rappelons le, finance seul cette expertise. Les élus ont donc unanimement décidé de reporter la présentation du rapport au CE de mars.

La direction s'est dite choquée de n'être informée qu'en séance plénière, ce qui peut se concéder sur la forme, et met en avant une prétendue urgence nécessaire à la prise en charge RH des salariés concernés, confirmant par cette posture une vision bornée à la fermeture du site, vision d'ailleurs explicitement réaffirmée à plusieurs reprises dans les débats. Les élus ne sont pas dans cette perspective mais dans celle d'alternatives de poursuite d'activité qui inverse l'urgence d'un redéploiement accéléré des salariés. Et si malheureusement l'issue s'avère être la fermeture on ne comprend pas bien pourquoi l'accompagnement des salariés tant revendiqué par la direction leur serait plus défavorable d'ici à quelques semaines que s'il avait déjà démarré, alors même que la plage d'échéance de fermeture voulue par la direction est entre 2014 et 2017, à moins qu'une partie des paramètres nous aient été occultés ...

## Un président CFE-CGC/UNSA pour la commission Handicap

Notre collègue Serge Clément, élu titulaire CFE-CGC/UNSA, qui était déjà membre de cette commission s'est déclaré candidat pour en assurer la présidence, mission qu'il connaît bien pour l'avoir tenue sous les mandatures précédentes. Il a été élu à l'unanimité, félicitations et remerciements à lui pour ce nouvel investissement au service de la communauté.

## Plan de déplacement d'entreprise (PDE) de la DO Sud-Ouest, consultation refusée

Pour mémoire, le but du PDE est la mise en place de mesures contribuant au choix des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle pour les trajets domicile-travail et les déplacements professionnels. La négociation est prise en charge uniquement au niveau des DO et s'applique ensuite à l'ensemble des salariés travaillant sur le territoire au sens de la géographie quelle que soit leur unité d'appartenance ou leur CE de rattachement. Ainsi les salariés Fonctions Support travaillant sur le territoire de la DO Sud Ouest pourront solliciter les mesures proposées auprès des RH de leur unité (GSSC, DRH, ...)

Le protocole prévoit néanmoins une consultation de chaque CE concerné par l'accord local (DO) car il s'agit d'un en théorie d'un accord ayant donc fait au préalable l'objet d'une négociation et de signatures. Or en l'état ce PDE présenté en consultation au CE de la DO Sud Ouest en novembre dernier a fait l'objet d'un refus de vote des élus de l'instance, pourtant concernée au premier chef, du fait d'un processus de négociation jugé pour le moins minimaliste par les OS qui considèrent que la négociation est toujours ouverte. Les élus de notre CE se sont donc alignés sur la position de refus de vote des élus DOSO.

Quand au contenu, il est tout aussi minimaliste que le protocole de l'avis même des représentants CFE-CGC/UNSA au CE DOSO. (consultez « l'essentiel du CE DOSO » de novembre 2012 sur le site web de la CFE-CGC/UNSA) L'entreprise ne propose que de subventionner l'achat de vélo, de vélo électrique ou de scooter électrique ou de bénéficier d'une place de parking en cas de co-voiturage, et la direction avoue elle-même que son PDE ne peut concerner qu'un tiers des salariés !

## Congés sabbatiques/pour création d'entreprise/pour solidarité internationale, bilan S2 2012

Il n'y a pas eu de demande de congés pour solidarité internationale, les demandes de congés sabbatiques ou pour création d'entreprise (ACO), de disponibilité (AFO) ont toutes été acceptées. (2 essaimage).

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

### Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI – Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIÈRE -  
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN – José DIAS – Dominique DUBRAY – Paul FABRE – Laure FALEMPIN -  
Elisabeth FONSECA - Eric FORQUIN – Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Véronique  
LEFORTIER – Monique MANGIONI - Nicole MERI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN –  
Pierre REGNIER – Catherine REYDY - Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC –  
Jacques Eric WUNENBURGER

## ASC, 3 résolutions votées au sujet des DOM et de l'arbre de Noël Ile de France 2013

Votes unanimes pour les trois résolutions.

Les deux premières concernent les DOM, respectivement la DO Caraïbes et la DO Réunion-Mayotte, dénonçant pour 2013 les conventions existantes, les salariés concernés pourront bénéficier des prestations que nous proposons et celles mutualisées, une information sur ces prestations devra leur être envoyée rapidement.

La troisième concerne le choix, à l'issue des consultations, du Cirque Gruss le samedi 30 novembre 2013 après midi pour l'arbre de Noël Ile de France.

## Budgets prévisionnels : consensus pour le fonctionnement , discordes pour les ASC

Budgets établis sur la base de subventions entreprise identiques à 2012, à défaut de chiffres officiels arrêtés par la direction qui les annonce pour les tous prochains jours en indiquant tout de même que la masse salariale 2012 (base de calcul) est « à priori très voisine de 2011 » ...

Pour le fonctionnement du CE, le budget 2013 en cette première version s'établit à 525 K€ soit au niveau des dépenses constatées en 2012. En l'état ce budget est déficitaire de 75K€ après rétrocession contractuelle au CCUES de 10% de la dotation entreprise sur la partie fonctionnement. Cependant le CE disposant sur la partie fonctionnement d'une réserve non affectée d'environ une année les élus ont voté à 13 voix pour et 2 abstentions.

Pour les ASC, le budget 2013 s'établit à 3234 K€, exactement au niveau de la part disponible de la dotation entreprise après rétrocession contractuelle au CCUES de 18,5%. Peu de points de comparaisons avec 2012 à la fois de part le nouvel accord de gestion CCUES/CE et la mise en place de 3 bouquets votée d'une courte majorité (8 voix pour sur 15), le seul poste comparable est celui des prestations enfance à priori en recul de plus de 25% ce qui demande à être approfondi. Votes : 8 pour, 7 contre (CFE-CGC/UNSA, CFTC, FO) ça rappelle quelque chose ... **nos trois organisations syndicales continuent à exprimer le mécontentement d'une majorité de salariés quand à la non miscibilité des subventions dévolues individuellement à chaque bouquet.**

## Restitution audit financier du CE, rien de délictuel mais organisation comptable à revoir

Cet audit a été demandé par les élus du CE lors du renouvellement partiel du Bureau, il est réalisé par un expert choisi par le groupe travail nommé à cet effet et comprenant un représentant de chaque organisation syndicale. L'expert ne fera une restitution en séance plénière qu'au CE de mars, néanmoins le groupe de travail a communiqué un premier relevé d'observations en l'état des travaux réalisés. Au chapitre de l'audit des comptes, **«En conclusion le rapport ne fait apparaître aucun point grave ou écriture délictuelle mais constate une organisation comptable compliquée»**. Au chapitre des préconisations la plus importante est celle de mise en place d'une comptabilité d'engagement, (double écriture systématique en achat et tiers par exemple), cette règle devenant de plus obligatoire dans le cadre d'une nouvelle réglementation applicable aux CE d'ici fin 2013.

## Rapport administratif et financier du Service de Santé au Travail (SST) « Olivier de Serrres »

Exercice formel de communication, le rapport indique que ce SST couvre 2434 salariés soit environ 3 salariés sur 5 du périmètre Fonctions Support, le coût annuel du service par salarié est évalué à 156€. Le service comprend 3 médecins à temps partiel pour au total 1,35 en équivalent temps plein, 3 infirmières (2,8 en ETP) et une secrétaire médicale, à noter que les absences et recrutements tardifs ont généré un recours significatif à l'intérim (85 K€ !) pour des infirmières et le secrétariat.

## Situation AMEA, un CE extraordinaire prévu pour le 4 avril

Les élus ont accepté de reporter le CE extraordinaire demandé sur le point de la gestion et de la situation, en particulier des aspects sécurité, des salariés expatriés et missionnés à l'étranger. Pour mémoire la CFE-CGC/UNSA a été précurseur dans cette préoccupation et sa demande d'une présentation formelle de la direction a plus de six mois ... La date du report a été fixée au plus proche après le CHSCT du 27/03 où la direction doit fournir les informations demandées (elle dit d'ailleurs avoir fait appel à un cabinet externe pour l'aider ...). Le CE se tiendra donc après que le CHSCT se soit prononcé.

Plus d'informations sur notre site <http://www.cfecgc-uns-ft-orange.org/>

### Vos correspondants CFE-CGC/UNSA :

Frédéric ANDREANI – Patrick BRIVOT – Philippe CASTANDET – Serge CLEMENT – Laurence DALBOUSSIÈRE -  
Dominique De SPIRT - Jean-Marc DARTAGNAN – José DIAS – Dominique DUBRAY – Paul FABRE – Laure FALEMPIN -  
Elisabeth FONSECA - Eric FORQUIN – Antoine GALIA - Patricia GARCIA – Yves GARCIA – Yvon HENRY – Véronique  
LEFORTIER – Monique MANGIONI - Nicole MERI – Jean-Claude MINET – Pascal PEREZ – Virginie POUCHAIN –  
Pierre REGNIER – Catherine REYDY - Patrick ROGER – Nicole STUBBE – Philippe SUDRE – Christian TRUONG NGOC –  
Jacques Eric WUNENBURGER